

DREAL-UD69-CC
DDPP-SPE-AC

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2026-53
portant mise en demeure
de la société Application Des Gaz (ADG) à Saint-Genis-Laval**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5, L. 557-4, L. 557-29 et L. 557-30, R. 557-7-1 et suivants ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment ses articles 48 et 65 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2005 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société Application Des Gaz dans son établissement situé route de Brignais à Saint-Genis-Laval et notamment son article 2.7.4 relatif aux zones de sécurité ;
- VU le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) indice 3 du 1^{er} décembre 2021 de l'établissement Application Des Gaz de Saint-Genis-Laval ;
- VU la "Liste d'adéquation du matériel en zone ATEX 2026-02-05", transmise à l'inspection par courriel de l'exploitant du 7 février 2026 ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées UDR-CRT-26-039-CC du 25 février 2026 établi suite à sa visite d'inspection réalisée le 6 février 2026 sur le site exploité par la société Application Des Gaz à Saint-Genis-Laval ;
- VU le courrier du 25 février 2026 adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui transmettant le rapport d'inspection susvisé et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur la mise en demeure proposée par l'inspection des installations classées ;
- VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 20 mars 2026 ;
- CONSIDÉRANT que les plans des zones à ATmosphères Explosives dites ATEX de l'établissement Application Des Gaz (ADG) de Saint-Genis-Laval, sont directement intégrés à son Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) indice 3 en date du 1^{er} décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que certains équipements électriques implantés en zone ATEX, ne disposent pas de marquage ATEX, donc ne font pas l'objet d'une déclaration UE de conformité ATEX ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société ADG, ci-dénotmé l'exploitant, est mise en demeure de respecter sous les délais indiqués à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions visées à l' article suivant.

Article 2

L'exploitant respecte *sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté*, les prescriptions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en ce qui concerne l'adéquation des équipements électriques au zonage ATEX dans lesquels ils sont implantés. Les équipements concernés sont ceux identifiés comme étant « Non-conformes », dans la "Liste d'adéquation du matériel en zone ATEX 2026-02-05" transmise à l'inspection par courriel de l'exploitant du 7 février 2026.

Article 3

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 2 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

Article 6

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de

l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Saint-Genis-Laval.